

Plan de Préparation de la REDD+ en RDC

18 février 2010



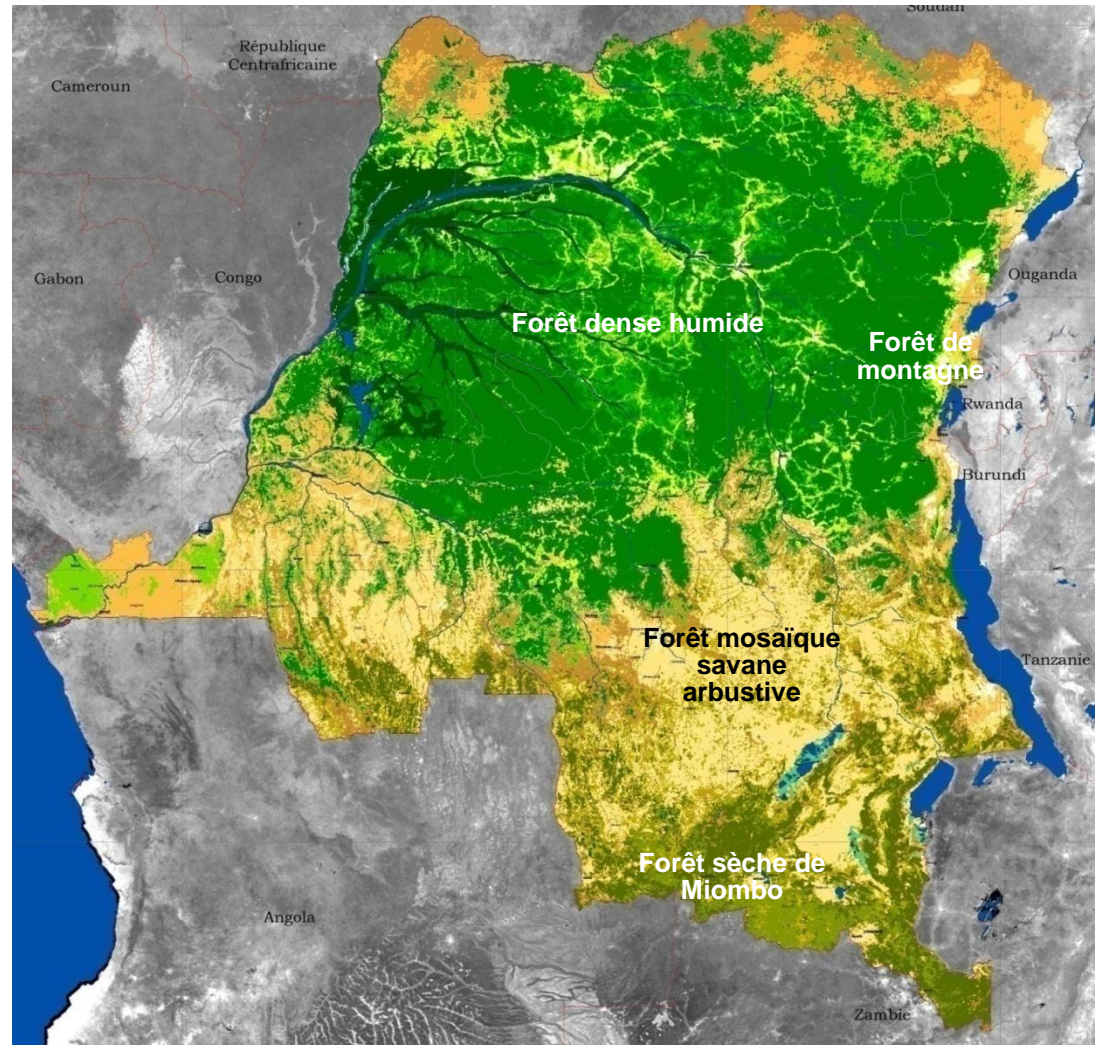
COORDINATION NATIONALE
REDD - MECNT



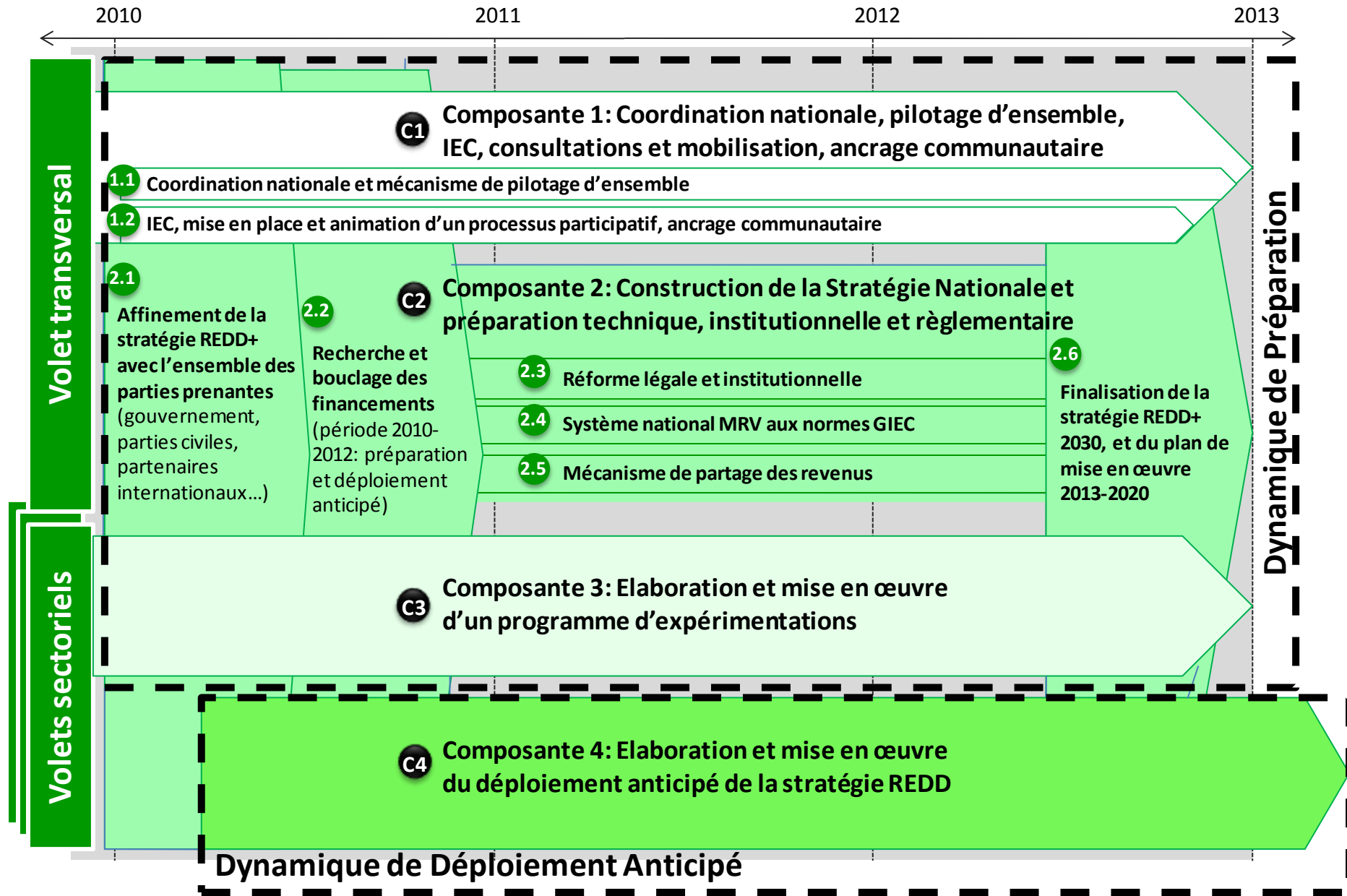
FOREST CARBON
PARTNERSHIP FACILITY

Comprendre le potentiel et les opportunités associées à la REDD+ pour la RDC

- **La forêt, capital précieux et atout majeur pour la RDC**
- Avec 145Mha de forêts, la RDC abrite 10% des forêts tropicales mondiales
- La forêt congolaise stocke environ 140Gt CO₂, soit environ trois années cumulées d'émissions mondiales
- En moyenne, les émissions annuelles de la RDC liées à la déforestation et à la dégradation des forêts avoisinent 300Mt.CO₂, pour un rythme de déforestation d'environ 0,3% par an, soit deux fois moins que la moyenne mondiale.
- Quel potentiel de financement international en cas de diminution des émissions de 25%, 50%, voire plus de 100% (avec le reboisement)?
 - A une tonne de CO₂ à 5\$, 10\$, 20\$?
- **Mais de nombreuses contraintes et difficultés pour accéder aux financements**



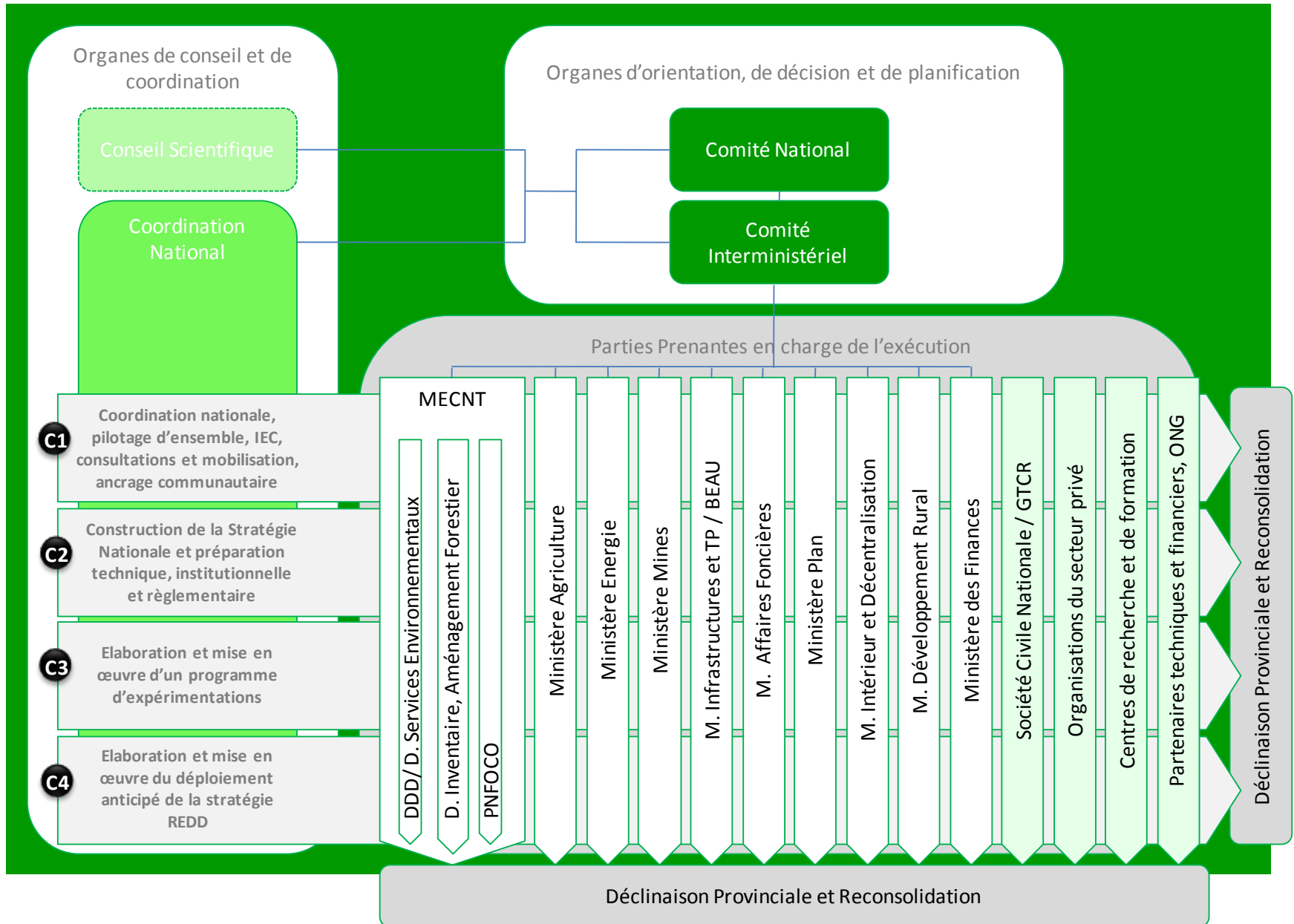
Un processus ambitieux de préparation à la REDD





- **Volet 1: Organisation et consultation**
 - 1a. Dispositifs nationaux de gestion de la préparation
 - 1b. Consultation et participation des parties prenantes
- **Volet 2: Préparation de la stratégie de REDD**
 - 2a. Evaluation de l'utilisation des terres, de la politique forestière et de la gouvernance
 - 2b. Options stratégiques de REDD
 - 2c. Cadre de mise en œuvre de la REDD
 - 2d. Impacts sociaux et environnementaux
- **Volet 3: Développement d'un scénario de référence**
- **Volet 4: Conception d'un système de suivi**
- **Volet 5: Calendrier et budget**
- **Volet 6: Conception d'un cadre de suivi et évaluation**

Préalable: une organisation du processus REDD pendant la phase de préparation qui préfigure un cadre multisectoriel



Au cœur du processus, de multiples interrogations pour construire la stratégie REDD...



Préserver ou gérer?

S'attaquer aux fronts de déforestation ou sacrifier les zones sous pression?

Un modèle de développement unique, uniforme pour tous les congolais?

Comment responsabiliser ceux qui sont aptes à protéger la forêt? Avec quels moyens?

Améliorer le niveau de vie dans les forêts ou créer des déplacements de la pression anthropique?

Quelles sont les causes passées et à venir de la déforestation?

Se focaliser sur les forêts riches en carbone et sacrifier les autres?

Quelle place pour l'exploitation industrielle du bois en RDC?

L'urbanisation, menace ou opportunité pour la REDD?

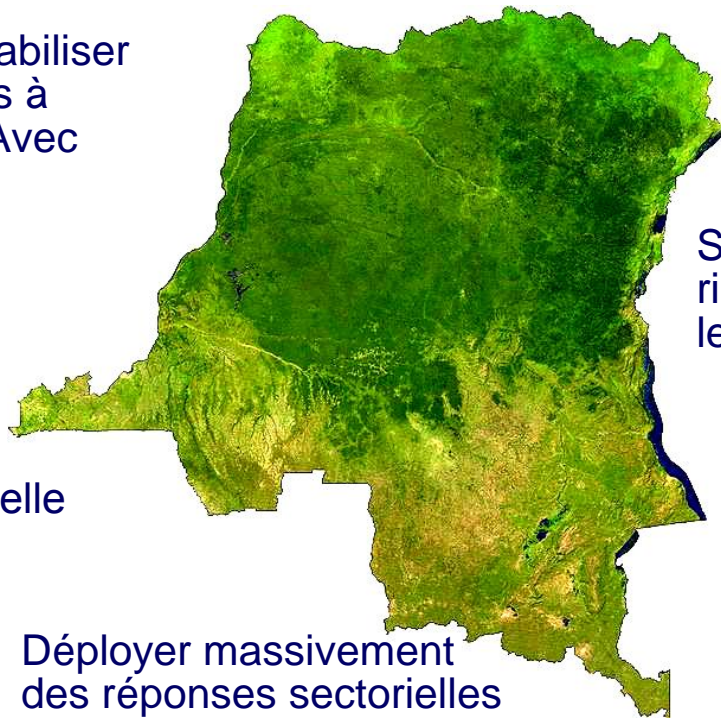
Quels emplois et compétences requis, comment on les constitue?

Déployer massivement des réponses sectorielles prioritaires ou ancrer et faire rayonner des initiatives intégrées?

Quelles conditions pour capter les financements internationaux, sous quelle forme, comment?

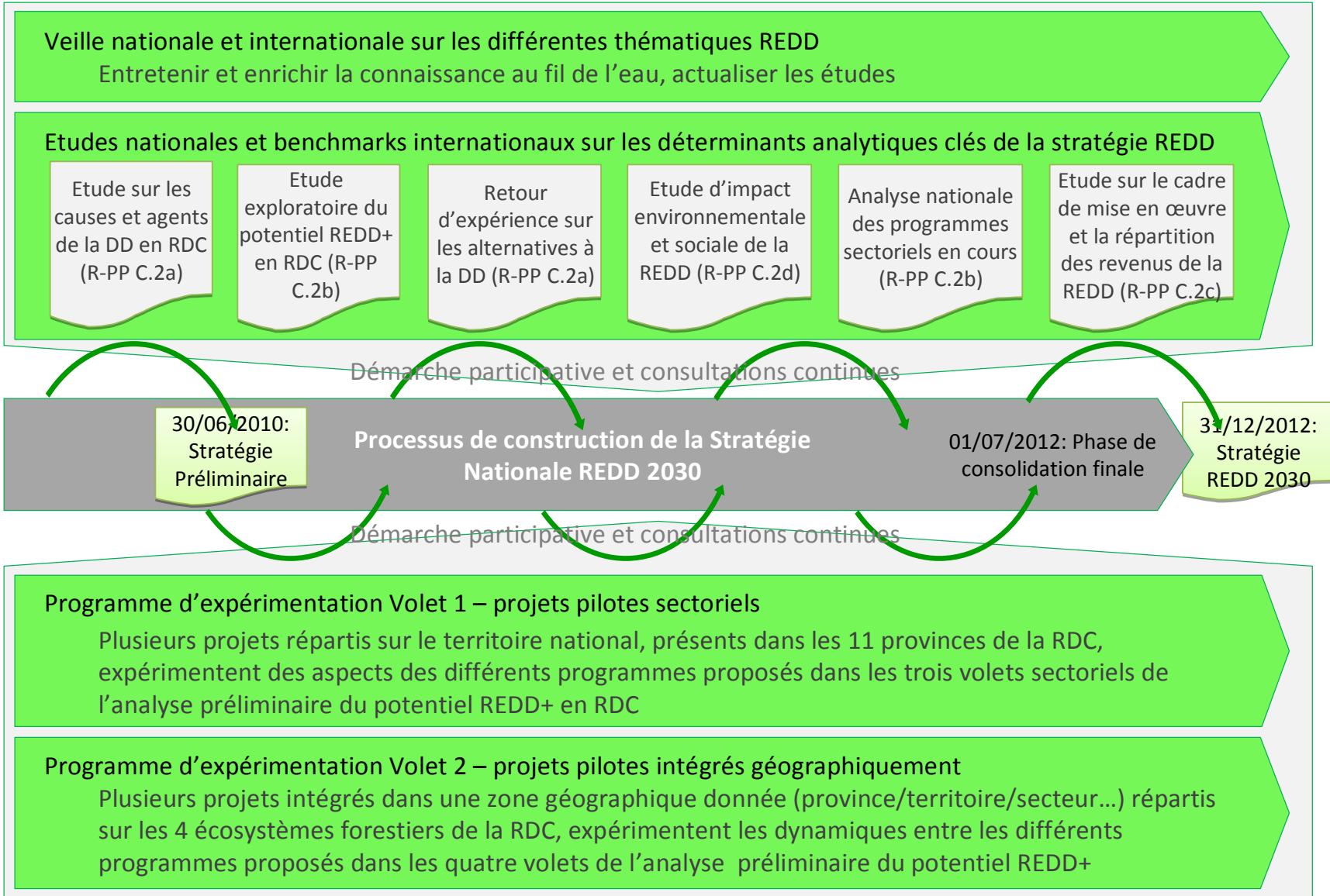
Mines, hydrocarbures, agriculture... comment arbitrer?

Combien ça coûte, combien ça rapporte, par quoi on commence, comment on y va, avec qui... ?



La construction de la stratégie repose sur deux piliers: l'étude et l'expérimentation

Démarche de construction de la Stratégie Nationale REDD 2030



Exemple d'étude... pour comprendre les causes et facteurs de déforestation



- Quatre grands schémas dominants dans la sous-région, qui s'appliquent de manière plus ou moins prédominante en RDC:
 - Une conjonction « agriculture familiale / bois de feu » autour des zones urbaines
 - Une succession « exploitation forestière commerciale / infrastructures routières / agriculture familiale »
 - Une succession « extraction minière / infrastructures routières / agriculture familiale dans les massifs forestiers »
 - L'exploitation forestière informelle dans les massifs faciles d'accès
- + Feux de brousse pour la chasse traditionnelle et l'élevage

- Des facteurs indirects: démographique, économique, technologique, culturel, pauvreté et confusion des droits, facteurs politiques et institutionnels (application de la loi, utilisation des terres, insécurité foncière, mauvaise gouvernance dans la distribution des revenus)...

- > Construire un consensus en suivant une approche quantitative (UCL...) et qualitative (analyse de terrain) avec l'implication des parties prenantes.

Exemple d'étude... pour saisir le potentiel de chaque secteur

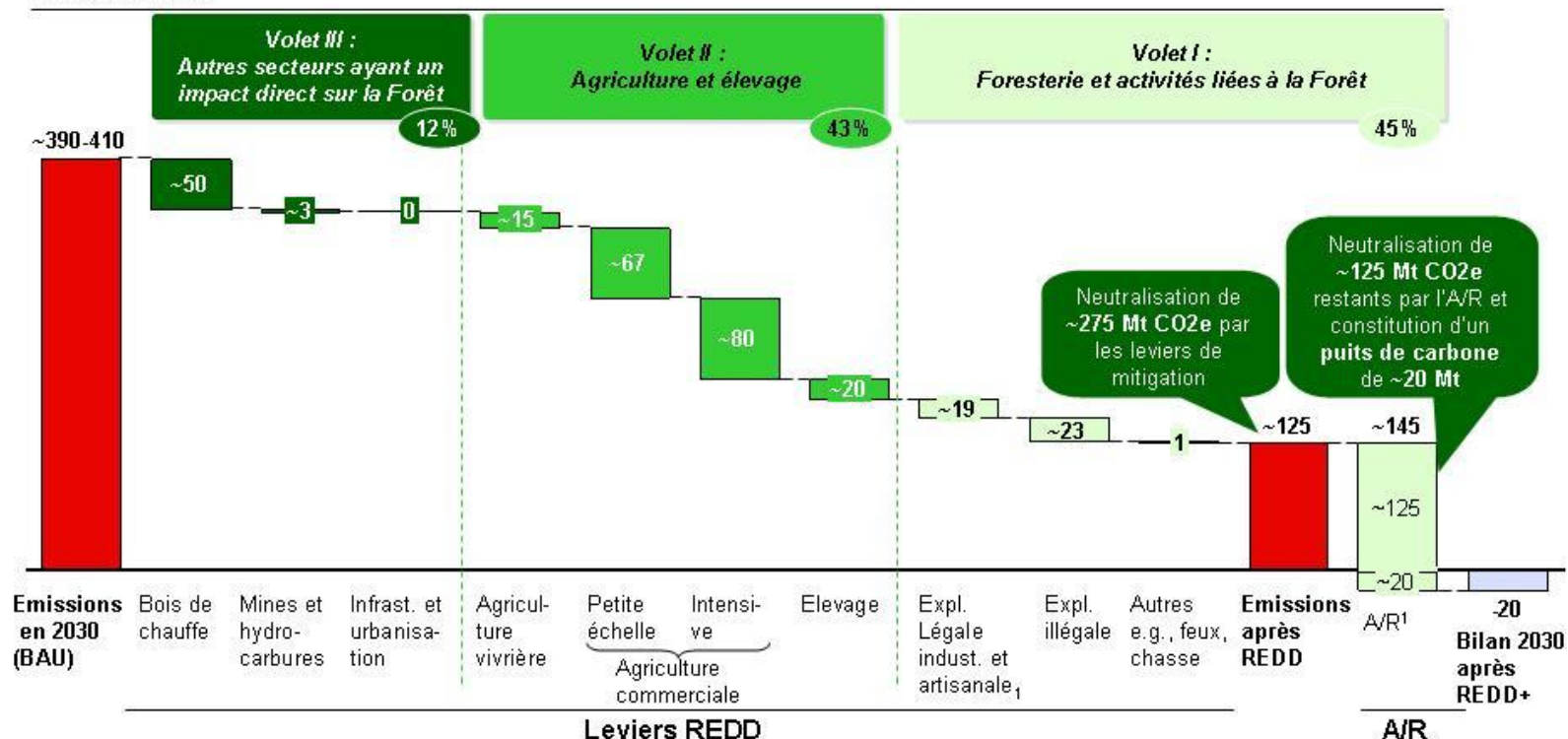


- Un ensemble de projections sur le potentiel REDD associé à chaque programme et secteur, pour mieux illustrer la dimension systémique de la stratégie REDD

Potentiel de réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation et de séquestration en 2030 pour la RDC

Mt CO₂e, 2030

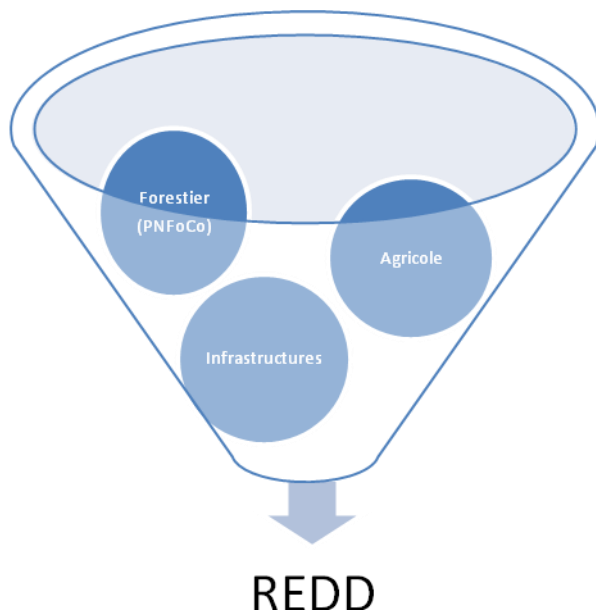
% contribution à la réduction totale des émissions



¹ Afforestation et Reforestation exclusivement destinées à la séquestration de carbone : potentiel d'afforestation de ~7 M ha en 20 ans dans des zones à faibles densité carbonique ; reforestation de ~4 M ha en 20 ans sur des zones déforestées dans les 10 dernières années avec des essences dures de type Tek ou autre ; scénario de montée en puissance des activités A/R pour permettre d'engager les ressources et les actions nécessaires

SOURCE: MECNT, Ministère de l'Agriculture, Ministère du Plan, Ministère des hydrocarbures, Ministère des énergies, Banque Mondiale, ICCN, Gates Foundation, WRI, CN-REDD, PNUD, FAO, McKinsey, CTB, OFAC, Eliasch Review, IWG-IFR, IIED, IOP Publishing, Forest People Program, Rainforest Foundation, Woodshole RC

- Une analyse des programmes sectoriels en cours (en matière environnementale, agricole, énergétique, minière, d'infrastructures...) est programmée pour le premier semestre 2010 et doit permettre de dégager une vision complète de tous les programmes nationaux en cours, de la vision et des objectifs de leurs porteurs. Elle proposera aussi des synergies potentielles et des axes de coopération avec les différentes entités du gouvernement pertinentes.



Le R-PP présente notamment des réflexions préliminaires sur:

- Le PNFoCo
- Les stratégies dans les secteurs énergétiques, agricoles et miniers
- La question foncière
- Le zonage et l'aménagement du territoire
- Les capacités d'application de la loi
- L'appui aux acteurs économiques et au secteur privé
- Le renforcement des études d'impact

Deuxième pilier: des projets pilotes, moins développés dans le R-PP mais tout aussi essentiels

Un programme d'expérimentation est en cours d'élaboration pour la période 2010-2012.

Il vise deux objectifs :

- Mener les tests nécessaires sur les hypothèses de la stratégie provisoire afin de la consolider et de la finaliser
- Contribuer à la préparation du pays en instaurant des bases de pérennisation et de déploiement national

Il s'organise autour de deux approches, « sectorielle » et « intégrée » (géographique)

Dimension sectorielle

- Quelles conditions de mise en œuvre, quels éléments favorables et quels facteurs de risque, quels facteurs clés de succès?
- Quelles conditions institutionnelles et réglementaires à la réussite (constatées ou à construire)?
- Quels impacts socioculturels, environnementaux, économiques? Comment mesurer la valeur ajoutée du projet, quels indicateurs et objectifs peut-on se fixer?
- Quels chantiers mener, dans quel ordre et dans quels délais réalistes, quels sont les coûts associés?...

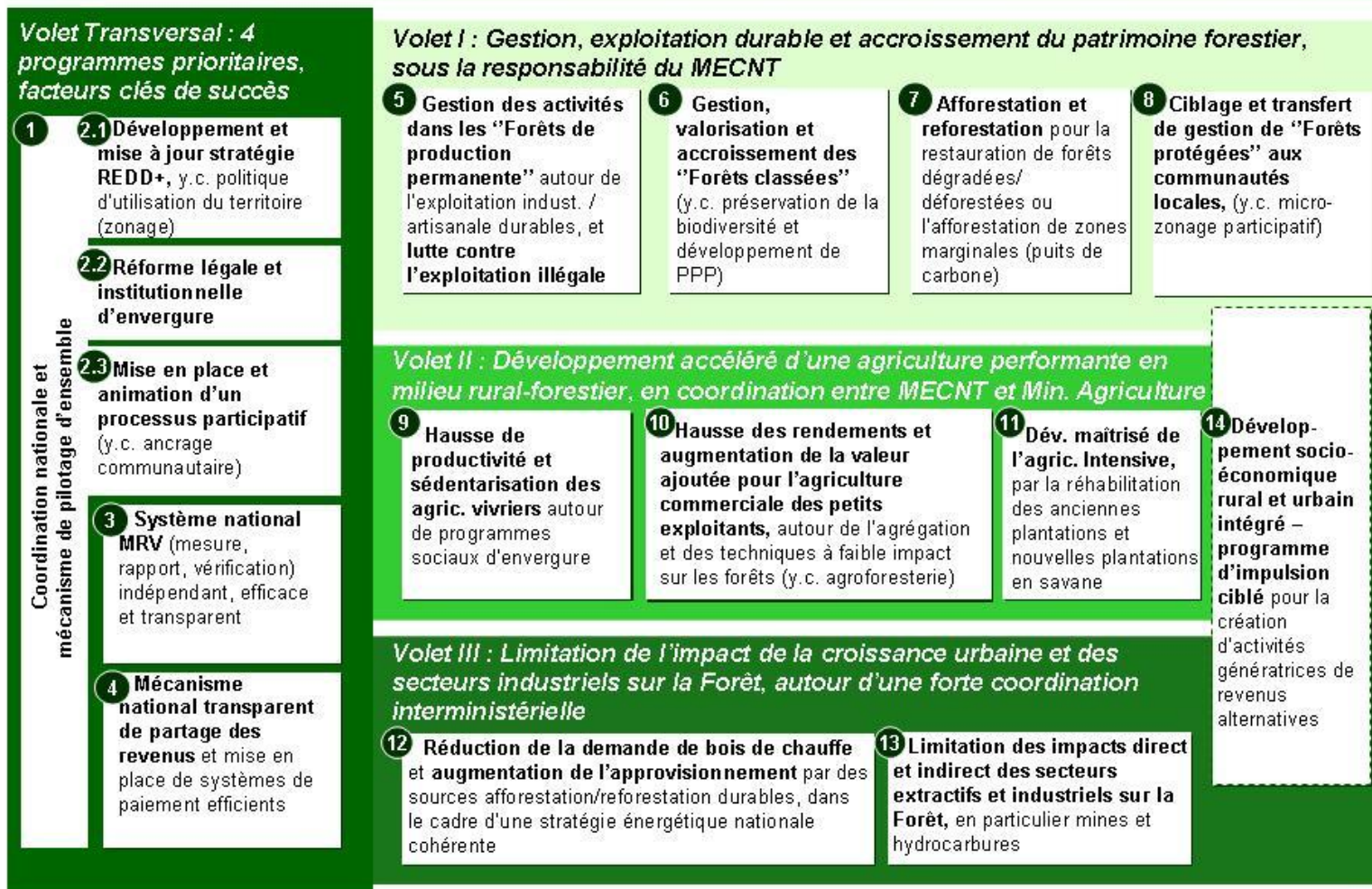
Un ensemble complet de projets pilotes sectoriels et géographiques pour répondre, par l'expérimentation, aux questions structurantes pour la stratégie nationale et le plan de déploiement opérationnel

Dimension géographique

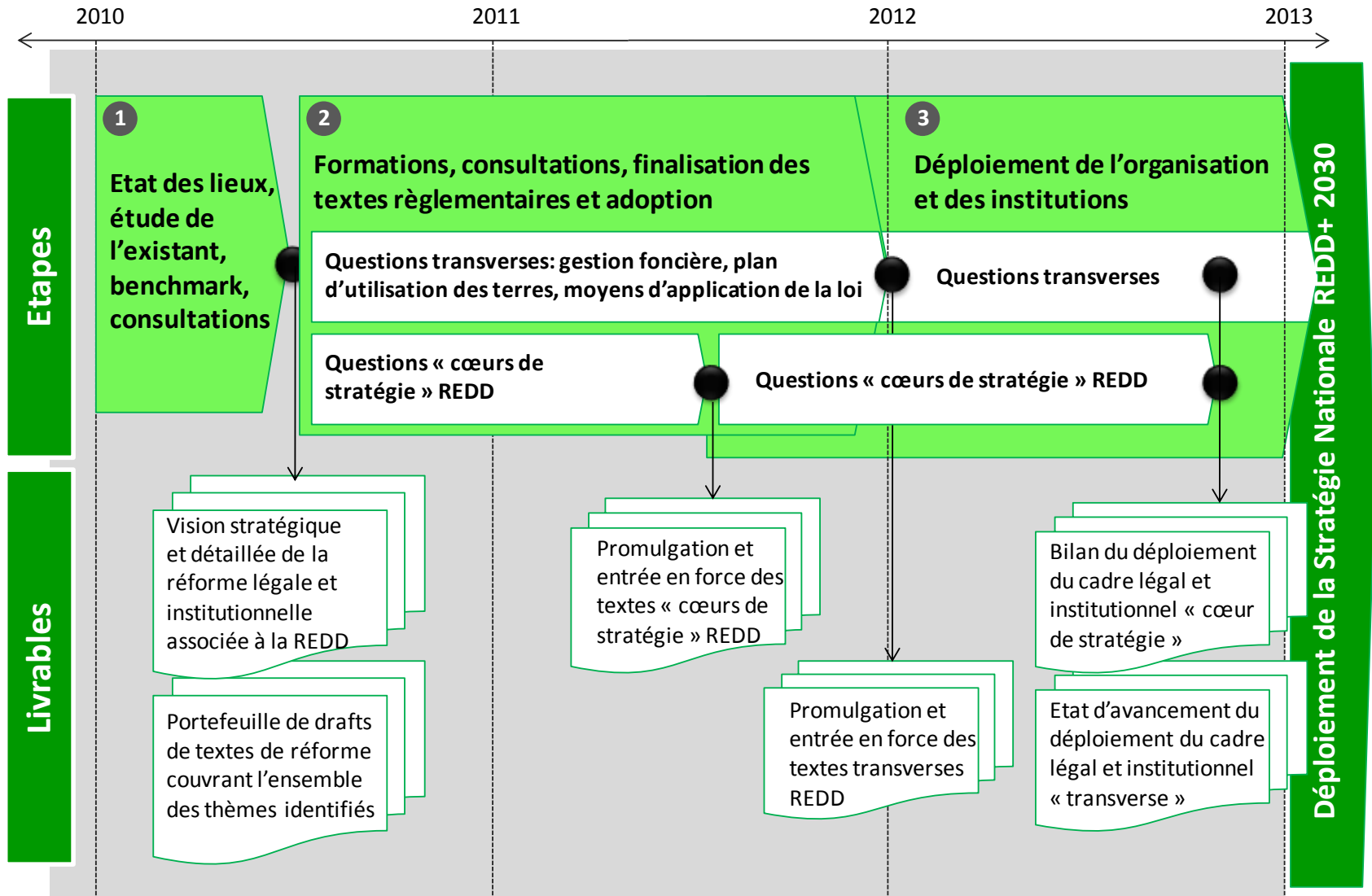
- Quels sont les éléments de stratégie adaptés aux différents contextes nationaux? Quels facteurs structurants d'un zonage national des stratégies REDD+?
- Quels actions mener à l'échelle locale, quel séquençage de la mise en œuvre, quels timing réalistes, quels coûts pour quels objectifs de résultat?
- Quel dispositif de pilotage pérenne de la stratégie nationale et des stratégies subnationales (au-delà du MRV), quels enseignement sur le scénario de référence ?...

Au final, la stratégie devra être opérationnalisée à travers un corpus complet de programmes...

- Un corpus préliminaire de 14 programmes susceptibles d'inscrire la RDC sur une courbe d'émissions réduites... Des options à tester pour alimenter la réflexion stratégique



Plan d'élaboration et déploiement du cadre de mise en œuvre

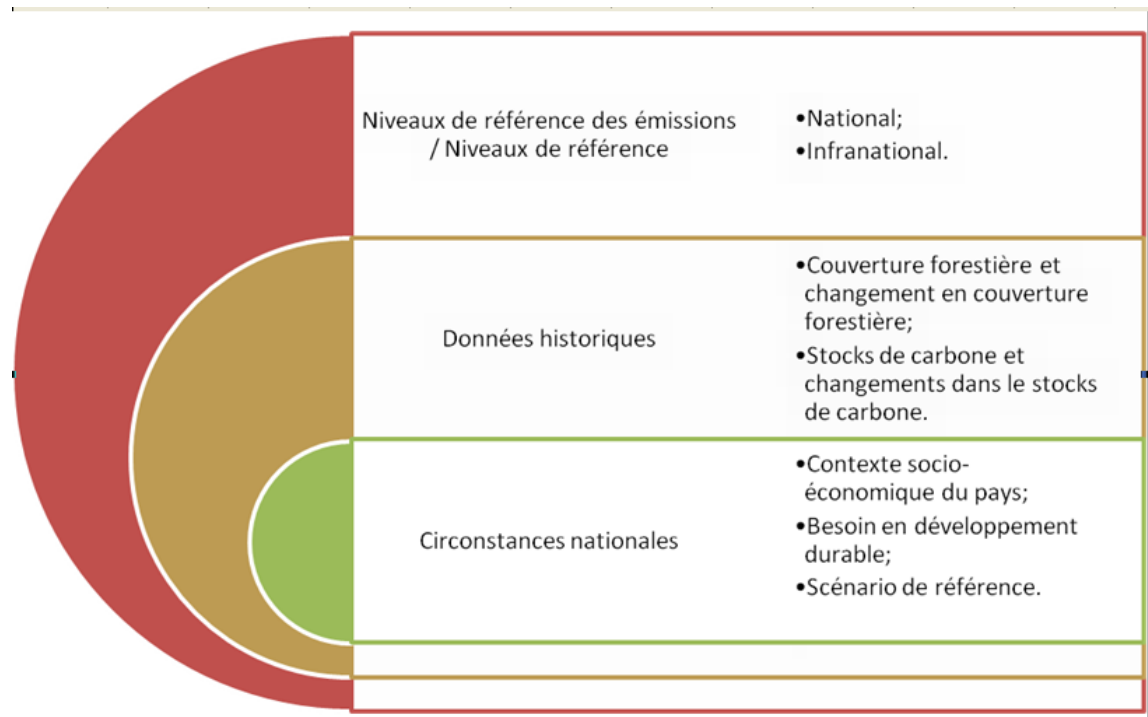




- ❑ La stratégie REDD et ses options programmatiques constituent une opportunité pour l'éradication de la pauvreté extrême, la relance de la croissance et le renforcement de la paix et de la cohésion sociale et intercommunautaire.
 - Cependant, le Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers sont conscients que ce redémarrage économique en période 'post-conflit' peut avoir des impacts négatifs collatéraux sur le milieu humain et l'environnement.
- ❑ A cet égard, l'Evaluation Environnementale et Sociale (SESA) constitue la procédure adaptée et communément reconnue qui permettra non seulement d'éliminer ou de réduire les préjudices, ou de compenser dûment les conséquences négatives inévitables sur les personnes et l'environnement, mais aussi de bonifier les impacts positifs et d'améliorer la qualité des résultats escomptés.
- ❑ A ce titre, la SESA est un outil supplémentaire pour alimenter la réflexion stratégique et préparer le déploiement de la REDD au niveau national et local. Il abordera par exemple des thèmes clés comme:
 - la sécurisation foncière
 - le retour à une paix durable
 - le caractère participatif de la démarche et la place donnée aux minorités et aux peuples autochtones
 - la gouvernance environnementale et les capacités institutionnelles
 - le zonage participatif, l'évolution des options communautaires au développement
 - etc.

□ Le niveau de référence servira :

- de base à la négociation sur l'octroi de crédit (processus politique)
- mais aussi et surtout c'est un outil d'aide à la décision au niveau national
 - qui permet de décider quel est le niveau d'engagement du pays dans la REDD
 - qui permet de répartir les efforts entre secteurs et entre zones géographiques
 - qui permet d'évaluer a priori et a posteriori la performance des actions entreprises et éventuellement de les réajuster





❑ Données historiques (MRV)

❑ Circonstances nationales :

Composante 1 : Analyse du contexte socio-économique du pays

- Données socio-économiques au sens large : emploi, éducation, santé...
- Valorisation des données récoltées dans les projets et des travaux de cartographie participative

Composante 2 : Analyse des besoins de développement futur, au niveau national et provincial

- Valoriser les travaux de prospective du Ministère du Plan, de la Banque Mondiale
- Quels sont les choix de développement du pays? Quels sont les objectifs de réduction d'émissions que l'on veut se fixer ?

Composante 3 : Construire un scénario de référence national

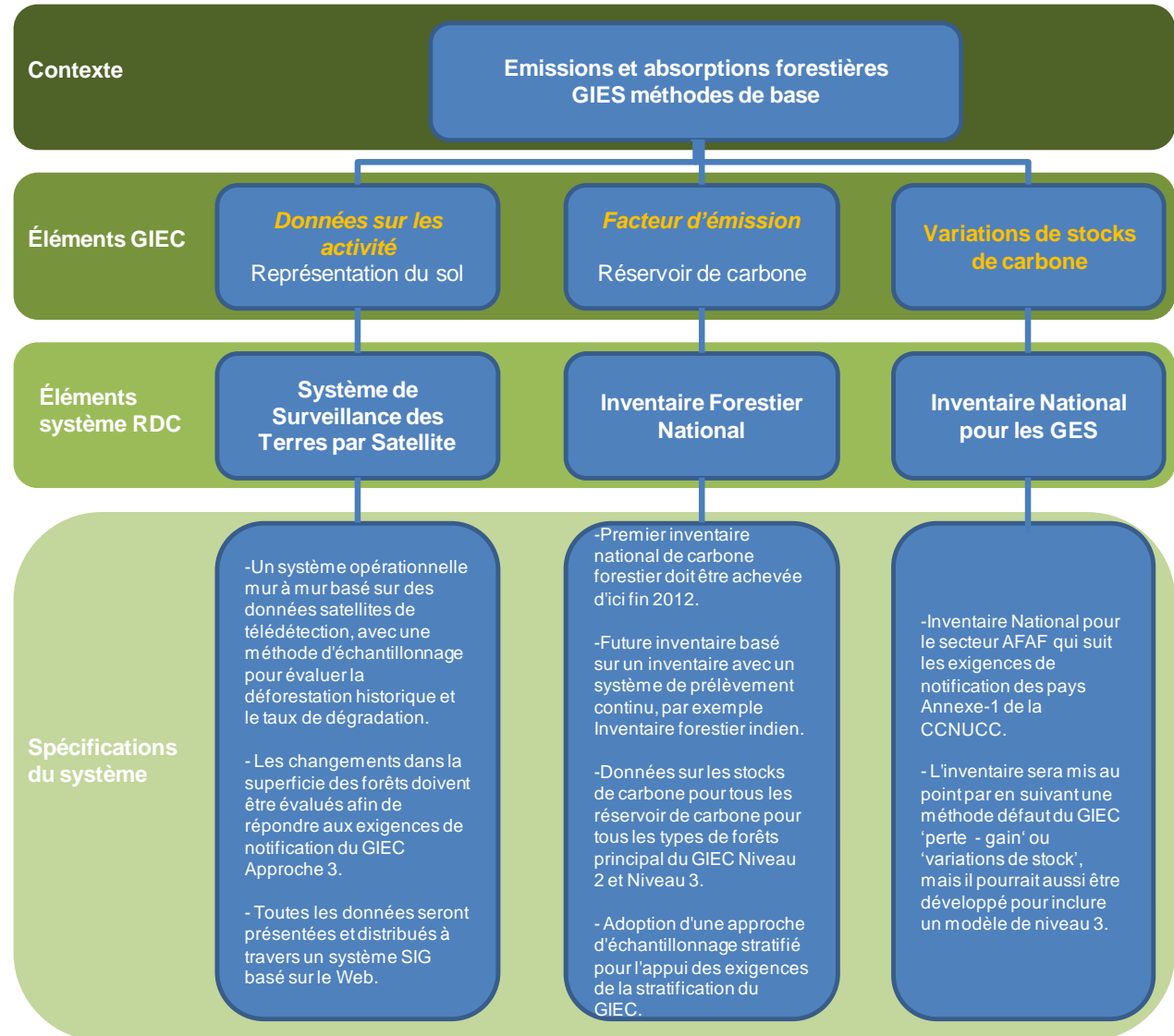
- Ce scénario de référence est calibré sur la base des émissions historiques et essaie de réaliser des projections des émissions à partir de l'impact des données socio-économiques et des besoins de développement futurs sur le couvert forestier
- Il est obtenu à partir de techniques de modélisation et de prospective
- Il a une composante spatiale : appui au RGC, affinement des travaux de cartographie des risques de déforestation de l'UCL
- Il a une composante quantitative : impact des trajectoires de développement sur la déforestation, et comparaison avec le modèle IIASA
- A long terme, on vise le renforcement des capacités nationales en matière de modélisation et de prospective, et le renforcement de l'IGC

Des outils spécifiques pour permettre la mise en place de la REDD+: 2. Le MRV carbone



La préparation du système MRV verra les arrangements institutionnels et le renforcement de capacités:

- à la Direction Développement Durable (DDD)
- à la Direction de l'Inventaire et de l'Aménagement Forestier (DIAF)
- dans les universités de Kisangani et Kinshasa.





- ❑ La transformation profonde induite par la REDD nécessite également un système de suivi, d'évaluation, de rapportage et de vérification de quatre dimensions de cette transformation pour atteindre un mécanisme REDD équitable, efficace et efficient:
 - Gouvernance
 - Economie
 - Environnement
 - Socioculturel

- ❑ Ce dispositif sera composé de trois couches:
 - La mesure, associée à la production des données de base, sera assurée conjointement par les services de l'Etat et la société civile avec la contribution des autres parties prenantes pertinentes (secteur privé etc.)
 - Le reporting, comprenant la centralisation des données, leur organisation, la construction d'indicateurs consolidés et la production de tableaux de bord adaptés aux besoins de pilotage à tous les niveaux de la chaîne de mise en œuvre
 - La vérification des données sera assurée par un organisme indépendant qui pourra éventuellement être distinct en fonction des thématiques ou encore varier dans le temps pour garantir l'amélioration continue du contrôle et la qualité des conseils en retour

« Last but not least »: une démarche participative, dans l'esprit et dans les faits



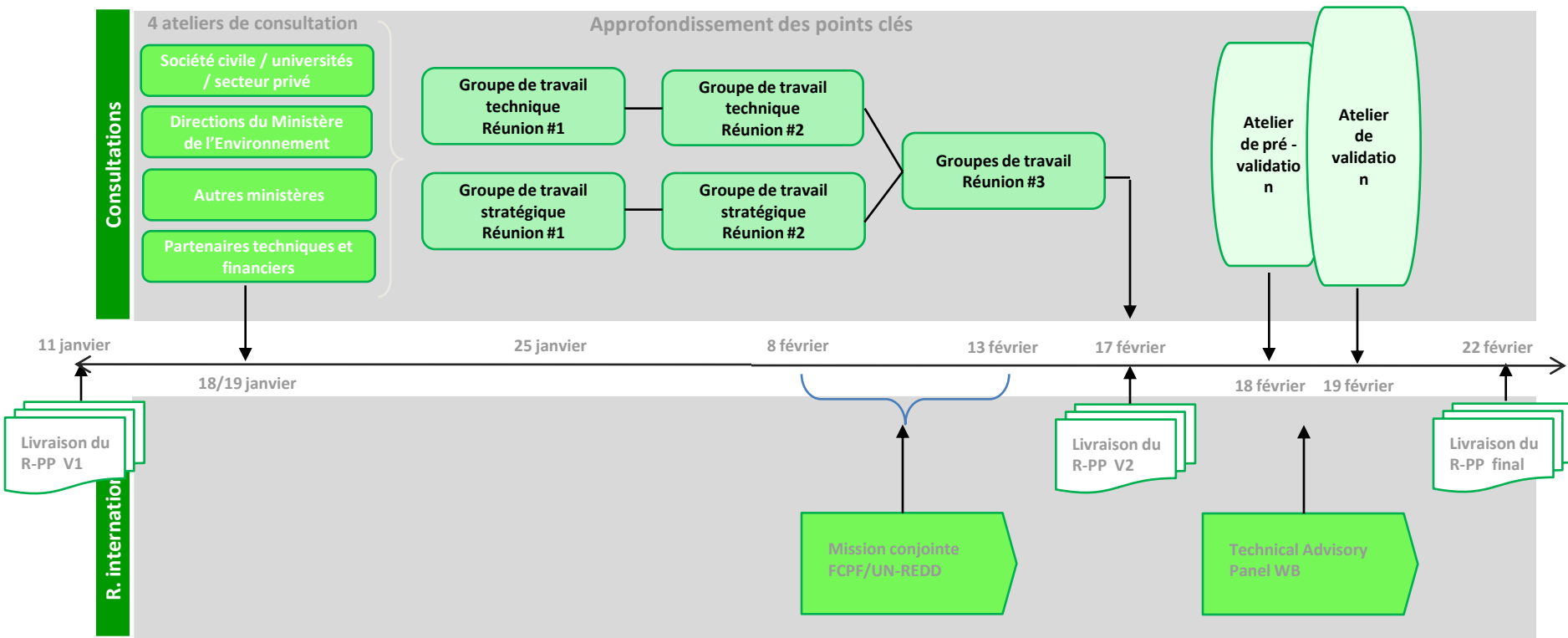
- ❑ Une implication de la société civile à tous les niveaux et dans toutes les étapes du processus
 - ❑ Efforts de sensibilisation et de consultation
 - ❑ Ateliers, rencontres passées et à venir
 - ❑ Un plan IEC+ construit avec la participation de la société civile, et harmonisé avec une forte contribution du GTCR dans la mise en œuvre
 - ❑ Une déclinaison de la REDD au niveau provincial et territorial
 - ❑ Des projets communs et concrets (réseau de radios communautaires...)
 - ❑ Participation active dans l'élaboration même de la stratégie, des études
 - ❑ Participation à la validation des TDR, équipes mixtes...
 - ❑ Appui dans les projets de développement de la société civile (négociations et mise en réseau internationales...)
 - ❑ Participation active dans l'exécution des travaux (projets pilotes...)
 - ❑ Un travail de maturation et d'organisation même de la société civile pour assurer une bonne gouvernance locale et la légitimité de la plate-forme GTCR

- ❑ Le R-PP fixe aussi des lignes directrices pour augmenter la participation du secteur privé, des projets de renforcement des capacités en partenariat avec le secteur de la recherche et de l'enseignement etc.

Illustration: processus de consultation et de validation du R-PP



Plus d'une centaine de personnes ont été sollicitées pour réagir sur la première version de document, quatre ateliers de consultation ont été organisés, une cinquantaine de personnes ont travaillé ensuite en groupes de travail à travers six séances pour améliorer certains points du document, et un atelier de validation a également été organisé, associant plus de 80 personnes. Les échanges avec le Groupe de Travail Climat REDD ont été continus tout au long de ce processus. Cette démarche permet aujourd'hui à la RDC de disposer d'un plan d'action approprié et consensuel.





- Dépasser la dimension technique de la REDD pour relever le défi humain
 - Mettre sous contrôle les instruments techniques (MRV, scénario de référence...)
 - Bâtir une stratégie de développement durable performante et opérationnelle
- Gérer le temps: allier le politique et le technique, concilier le court et le long terme, élaborer une assise solide en évitant les effets tunnel...
- Construire la crédibilité de l'Etat et la confiance entre les parties prenantes pour les engager dans la transformation d'un pays immense et diversifié
- Mettre en cohérence tous les secteurs, mobiliser toutes les forces du pays dans un sens cohérent: approche par le haut (organisation du processus) et par le bas (projets pilotes)
- Créer les capacités humaines et organisationnelles/institutionnelles d'absorption des financements internationaux
- Capitaliser sur l'existant, créer des synergies, dynamiser et harmoniser
- Intégrer l'international et le local (suivi des impacts, plaintes et sauvegardes, mécanismes financiers etc.)
- Rester réaliste (temps, financement) sans manquer la dimension nécessairement globale et ambitieuse de la stratégie REDD